

ALERTE

37 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions (Uriopss)

Paris, le 26 avril 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les plus pauvres oubliés du discours présidentiel

Le Président de la République souhaite répondre aux mouvements sociaux de ces derniers mois et aux aspirations exprimées lors du Grand Débat National par un projet national, qu'il a présenté hier soir. Les associations de solidarité et de lutte contre la pauvreté réunies au sein du Collectif ALERTE s'inquiètent de l'absence de mesures sociales fortes en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie des plus précaires.

Le collectif ALERTE salue plusieurs propositions annoncées ce jeudi 25 avril par le Président de la République, concernant, entre autres, la lutte contre les impayés des pensions alimentaires pour les familles monoparentales ou encore le soutien aux aidants familiaux. La volonté gouvernementale de garantir, pour chaque citoyen-ne, un accès effectif aux services publics et aux soins en moins de 30 minutes, ainsi que le développement de "France Service" -maisons réunissant tous les opérateurs de services publics- sont également des projets positifs, soutenus par les associations.

Le "projet national" présenté aujourd'hui manque toutefois de mesures audacieuses et inclusives pour permettre aux personnes en situation de précarité présentes sur le territoire, migrants ou ressortissants français, de vivre dignement et de voir leurs droits fondamentaux garantis, qu'il s'agisse du pouvoir d'achat, de l'accès au logement, à la santé, à l'éducation ou encore à l'emploi. Près de 9 millions de personnes oubliées du discours présidentiel, qui vivent pourtant sous le seuil de pauvreté, certains travaillant, d'autres étant privés d'emploi ou inactifs.

Les associations de lutte contre l'exclusion rappellent que la désindexation des aides au logement, des prestations familiales ou encore de l'AAH décidées pour 2019 entrainera une baisse du pouvoir d'achat pour les 10 % des ménages les plus pauvres. Pour que l'humain soit réellement « au centre », le collectif ALERTE demande en conséquence la revalorisation immédiate du RSA et la réindexation sur l'inflation de l'ensemble des prestations sociales et pensions. Le revenu universel d'activité annoncé devra garantir un revenu minimum décent et inconditionnel d'un montant de 850 euros, dès 18 ans.

A la veille du lancement de la concertation sur le revenu universel d'activité, les associations de solidarité et de lutte contre la pauvreté du collectif ALERTE, qui y prendront part, ré-affirmeront leurs positionnements pour s'assurer de l'établissement d'un "projet national" qui remette tous les français, y compris les plus précaires, "au centre" des priorités gouvernementales. Faisons de l'éradication de la grande pauvreté une grande cause nationale.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 / 07- 06 03 15 43 28 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Manon Jullien – 01 53 36 35 09 – 06 15 96 17 85 - mjullien@uniopss.asso.fr

Fédération des Acteurs de la Solidarité : Audrey-Jane Baldi - 06 17 80 03 52, audrey-jane.baldi@federationsolidarite.org

ATD Quart Monde : Hélène Pinazo Canales - 06 18 05 29 83, helene.pinazo@atd-quartmonde.org